

Souffle de paix sur le monde ?

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4458 - Dimanche 22 avril 2018 - Prix : 10 DA

Cyclisme/Dopage

Cinq cyclistes algériens contrôlés positifs

Page 24

Commerce non équitable de lait en sachet

Des communes oubliées par les distributeurs

Page 3

Le pessimisme russe

Par Mohamed Habili

Coup sur coup autant dire, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et son adjoint Sergueï Riabkov, ont eu des paroles qui disent assez que la Russie ne croit pas que la fin de la guerre, ou des guerres, en Syrie soit pour bientôt. Il faudra probablement attendre la rencontre, censée se tenir dans les jours qui viennent à Washington, entre les deux présidents russe et américain, pour se faire une idée plus précise sur ce que réserve à cet égard les semaines à venir. L'impression qui se dégage pour le moment, c'est que l'un des deux, Vladimir Poutine, est plus pressé de rencontrer l'autre. Mais il est possible que ce ne soit là justement qu'une impression, suscitée et entretenue par les médias. La tonalité des discours des deux diplomates russes est sans doute la conséquence de l'attaque du 14 avril menée en Syrie de façon coordonnée par les Américains, les Britanniques et les Français, en réponse à l'attaque chimique supposée du 7 avril. Si elle-même appartient au passé, d'autant plus qu'elle n'a guère changé la donne sur le terrain, son effet sur les Russes, lui par contre ne se dissipe pas. Bien que cette agression ne soit pas la première commise par les Occidentaux, les Russes comme leurs autres alliés dans ce conflit, y ont réagi de façon à ce que le camp adverse comprenne qu'ils ne laisseraient faire la prochaine fois, qu'ils riposteraient en s'attaquant aux sources mêmes des missiles, qu'ils ne se contenteraient donc pas de chercher à intercepter ceux-ci.

Suite en page 3

Saison saharienne en pleine croissance à Tamanrasset

72 heures pour l'obtention de visa pour les touristes



Ph.E. Soraya/J. A.

Tamanrasset a connu une saison saharienne en pleine croissance. Elle a accueilli pas moins de 2 040 touristes étrangers en 2018 et six mille touristes nationaux, selon le directeur du tourisme, Moulay Abdelmalek, qui relève que l'obtention des visas est réduite à 72 heures pour les étrangers.

Lire page 2

Musée de Paris

Un dernier recensement fait ressortir 536 crânes de résistants algériens

Page 4

Musique kabyle

Brahim Tayeb enchante ses fans

Page 13

Saison saharienne en pleine croissance à Tamanrasset

72 heures pour l'obtention de visa pour les touristes

■ Tamanrasset a connu une saison saharienne en pleine croissance. Elle a accueilli pas moins de 2 040 touristes étrangers en 2018 et six mille touristes nationaux, selon le directeur du tourisme, Moulay Abdelmalek, qui relève que l'obtention des visas est réduite à 72 heures pour les étrangers.

Par De nos envoyées spéciales à Tamanrasset, Louisa Ait Ramdane et Soraya El-Haddad

Les chiffres livrés par le directeur du tourisme de la wilaya de Tamanrasset, Moulay Abdelmalek, attestent sur la croissance du secteur. «Ce sont là des chiffres annoncés officiellement», indique-t-il en marge de la tenue de la journée d'étude sur la promotion du tourisme. Selon lui, il est vrai, que la saison saharienne 2010-2016 a connu une stagnation car, explique-t-il, les agences de voyages comptaient sur le réceptif et les touristes étrangers. Pour faire face à cette situation, il fait savoir que les directions du tourisme se sont réunies avec le ministère de tutelle dans le but de trouver une solution pour relancer le tourisme national dans la région du Sahara. Une plateforme a été dérogée lors de cette réunion avec l'implication de tous les secteurs, y compris celui des transports, ajoute-t-il. D'ailleurs, renchérit-il, c'est à partir de là que les compagnies aériennes ont décidé des réductions sur les billets d'avion allant jusqu'à 50%. Et depuis 2016, «nous avons enregistré une augmentation du nombre de touristes nationaux».



responsable du tourisme à Tamanrasset exhorte les compagnies aériennes à charteriser les vols au lieu de faire des réductions. Car, explique-t-il, les charters ont démontré leur succès auparavant. Pour sa part, le directeur de l'université de Tamanrasset, qui a relevé que chaque année son campus organise trois ou quatre rencontres sur le thème, fait savoir qu'une réflexion est en cours d'étude pour ouvrir une filière à l'université sur le tourisme. De son côté, Mohamed Zounga, président de l'Association des agences de voyages et président du Forum Atakor, a indiqué que les recommandations de cette journée seront transmises aux autorités pour les prendre en considération afin de développer le tourisme. Le représentant du ministère de la Culture a tenu à rappeler qu'une rencontre entre le secteur du tourisme et celui de la culture a eu lieu à Alger dont l'objectif était de mettre en œuvre un programme avec la participation de tous les opérateurs du secteur. Ils ont animé des propositions qui ont abouti à des recommandations dans la perspective de rehausser l'attractivité de la destination touristique d'excellence.

L. A. R.

Concernant les contraintes du secteur, le directeur du tourisme de la wilaya de Tamanrasset relève que l'intersectorialité pose un grand problème pour le secteur. Car, explique-t-il, «sans les facilitations de la part de secteur des transports à travers les compagnies aériennes, on ne peut rien faire pour développer ce secteur». Il relève également que l'Etat a accordé beaucoup de facilitations concernant le foncier. «390 hectares de ZET sont disponibles pour

l'investissement». Ainsi, l'intervenant lance un appel aux investisseurs pour injecter leur argent dans l'investissement touristique. Moulay Abdelmalek annonce, par ailleurs, que l'obtention des visas ne pose pas problème actuellement. A l'issue d'une réunion avec le ministère de l'Intérieur il a été décidé que le temps d'obtention des visas pour les étrangers ne dépassera pas les 72 heures, indique-t-il. Interrogé sur la question sécuritaire dans la région,

Abdelmalek Moulay tient à rassurer que la région est sécurisée à 100%. «Et je vous assure que les sites touristiques sont grand ouverts pour les nationaux et étrangers. La preuve, soutient-il, ils ont connu un grand afflux de touristes». Aussi, indique-t-il, ces derniers mois, c'est l'afflux des ambassadeurs de différentes nationalités, USA, Russie, ... Des circuits touristiques dans ce cadre sont organisés pour la promotion de cette région. Pour conclure, le

Kim Jong Un annonce la fin de ses essais nucléaires et balistiques

Souffle de paix sur le monde ?

La Corée du Nord a pris une décision aussi spectaculaire qu'historique en annonçant, hier, la fin des essais nucléaires et des tests de missiles intercontinentaux ainsi que la fermeture de son site d'essais atomiques. Le régime compte désormais développer une nouvelle ligne politique : «Etablir une économie socialiste indépendante et moderne». Kim Jong Un a annoncé qu'il allait cesser les tests nucléaires et de lancement de missiles intercontinentaux et qu'il allait fermer le site d'essais nucléaires, a rapporté l'agence officielle nord-coréenne KCNA. «A partir du 21 avril, la Corée du Nord va cesser ses essais nucléaires et les lancements de missiles balistiques intercontinentaux», a écrit KCNA, citée dans un premier temps par l'agence sud-coréenne Yonhap. «La Corée du Nord va fermer un site d'essais nucléaires dans le nord du pays afin de prouver son engagement à suspendre les essais nucléaires», a ajouté KCNA, citant le dirigeant nord-coréen. «Comme le caractère opérationnel des armes nucléaires a été vérifié, il n'est plus nécessaire pour nous de mener des essais nucléaires ou de lancer des missiles à moyenne et longue portée ou ICBM (missiles balistiques intercontinentaux, ndlr)», a dit Kim Jong

Un lors d'une réunion du Comité central de son parti unique au pouvoir en Corée du Nord. «Le site d'essais nucléaires du nord a rempli sa mission», a-t-il ajouté. Sous la direction de Kim Jong Un, Pyongyang a fait des progrès rapides dans son programme d'armement, objet de multiples sanctions aggravées de la part notamment du Conseil de sécurité de l'ONU, des Etats-Unis, de l'Union européenne et de la Corée du Sud. L'année dernière, la Corée du Nord a mené son sixième essai nucléaire, le plus puissant en date, et lancé des missiles capables de toucher le territoire des Etats-Unis. Cette annonce intervient moins d'une semaine avant le sommet prévu entre Pyongyang et Séoul qui préfigure un sommet historique qui devrait avoir lieu entre Kim Jong Un et le président américain Donald Trump, en principe début juin. Le troisième sommet intercoréen, après ceux de 2000 et de 2007, doit se tenir le 27 avril au «village de la trêve» de Panmunjeom, dans la zone démilitarisée entre les deux Corées. Il réunira le président sud-coréen, Moon Jae-in, et le dirigeant du Nord, Kim Jong-un. Un sommet entre M. Kim et le président américain Donald Trump est aussi envisagé, dans un lieu encore à déterminer. Il s'agirait d'une première, aucun président américain

en exercice n'ayant jamais rencontré de dirigeant nord-coréen. Les discussions devraient se concentrer sur les activités nucléaires et de développement de missiles de Pyongyang.

Félicitations des Etats-Unis, de la Corée du Sud et de la Chine

Le président américain Donald Trump a immédiatement salué l'annonce de Kim Jong Un, y voyant «une très bonne nouvelle pour la Corée du Nord et le monde». «Grand progrès ! Hâte de participer à notre sommet», a-t-il ajouté dans un tweet. La Corée du Sud s'est félicitée hier de la décision de Kim Jong Un : «La décision de la Corée du Nord représente un progrès significatif pour la dénucléarisation de la péninsule coréenne, que le monde attend», a déclaré la présidence sud-coréenne dans un communiqué, saluant «l'environnement très positif pour les sommets à venir entre les deux Corées et entre la Corée du Nord et les Etats-Unis», que la décision de Pyongyang «va créer». La Chine, principal allié de Pyongyang, a également salué hier l'annonce : «La Chine pense que la décision d'arrêter les essais nucléaires et de se concentrer sur le développement économique ainsi que sur l'amé-

lioration des conditions de vie va aider à apaiser la situation dans la péninsule coréenne et faire avancer le processus de dénucléarisation ainsi que les efforts en vue d'une solution politique», a déclaré Lu Kang, porte-parole du ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

Prudence, voire scepticisme, de Tokyo

En revanche, le Japon – allié des Etats-Unis qui est à portée de tir des missiles nord-coréens et a déjà été survolé à deux reprises en 2017 par ces engins – a salué avec prudence l'engagement de Pyongyang : «Nous saluons (la décision nord-coréenne) comme une initiative d'avenir (...) mais le point important est de savoir si cette décision conduira à l'abandon complet du développement nucléaire et celui des missiles d'une façon vérifiable et irréversible», a déclaré le Premier ministre japonais, Shinzo Abe, à la presse. «Nous voulons surveiller cela de près», a-t-il ajouté. Mais son ministre de la Défense, Itsunori Onodera, avait lui adopté un peu plus tôt une position beaucoup plus tranchée, en déclarant à des journalistes à Washington : «Nous ne pouvons pas être satisfaits», du fait que, selon lui, la Corée du Nord n'avait pas mentionné

«l'abandon de missiles balistiques de courte et moyenne portée». Cité par la télévision japonaise, il a ajouté que le Japon n'allait pas modifier sa politique de pressions sur Pyongyang jusqu'à «l'abandon définitif d'armes de destruction massive, armes nucléaires et missiles». Le vice-Premier ministre japonais, Taro Aso, également ministre des Finances, a fait part lui aussi de son scepticisme, rappelant que Pyongyang avait dans le passé «fait beaucoup de promesses». «Nous avons donné de l'argent (à la Corée du Nord) à la condition qu'ils abandonnent les sites d'essais, mais ils ont continué», a-t-il ajouté.

«Avancée positive» pour l'UE

L'Union européenne a réagi en fin de matinée hier en saluant «une étape positive, attendue depuis longtemps». L'annonce faite par le leader nord-coréen Kim Jong Un marque sa volonté de respecter «ses obligations internationales» et de se conformer notamment aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, a écrit dans un communiqué la représentante de la diplomatie de l'UE, Federica Mogherini.

Meriem Benchaouia/
Agences

Commerce non équitable de lait en sachet

Des communes oubliées par les distributeurs

■ Le sachet de lait se fait rare dans certaines communes de la wilaya d'Alger, à l'image de Ain Benian, Zeralda, Mahelma, Staoueli, qui souffrent depuis des semaines, contrairement à d'autres où les citoyens ont droit jusqu'à huit sachets de lait par jour.

Par Thinhinene Khouchi

La distribution de lait en sachet n'est pas équitable dans la wilaya d'Alger et dans plusieurs wilayas du pays. En effet, à Ain Benian ou Zeralda, le lait n'est pas disponible contrairement à d'autres communes où on observe une abondance de lait en sachet. A l'image de la commune de Gué de Constantine, Kouba et Bab El Oued, où les citoyens ont droit jusqu'à huit sachets de lait par jour. Cette distribution non équitable agace les citoyens qui doivent se rendre dans les communes voisines pour s'approvisionner en lait. Ils souhaitent que ce problème soit réglé avant le mois sacré qui ne va pas tarder à arriver. A ce propos, le directeur central au ministère de l'Agriculture, du Développement local et de la Pêche, Amari Chérif, a assuré qu'*«il n'y aura pas de pénurie de lait en sachet, notamment durant le ramadhan prochain»*, affirmant que *«toutes les mesures ont été prises pour garantir une distribution suffisante»*. *«Le gouvernement a pris toutes les mesures pour garantir une meilleure distribution du lait en sachet et en quantités suffisantes, notamment durant le mois de ramadhan prochain»*, a indiqué M. Amari, en marge d'une rencontre organisée par la Chambre nationale de l'agriculture et l'Office national interprofessionnel du lait (Onil). Le même responsable a fait état, en outre, d'un *«suivi permanent et continu des dispositions visant l'amélioration des systèmes de production et de distribution du lait en sachet, en coordination avec tous*



les intervenants dans cette filière vitale». Par ailleurs, il a précisé que cette rencontre s'inscrit dans le cadre des consultations visant le développement de cette filière qui enregistre encore des lacunes *«que nous œuvrons à pallier»*. La rencontre a donné lieu à la présentation d'une étude de terrain réalisée par le ministère de l'Agriculture, du Développement local et de la Pêche en collaboration avec l'Union européenne (UE) concernant le secteur de la production du lait à travers toutes ses phases à partir de la collecte en passant par la transformation et au conditionnement. En outre, cette étude a mis en avant l'énorme soutien que l'Etat veille à apporter à cette filière vitale depuis l'année 2000 à ce jour, dans le cadre du Plan national du développement rural. Le même responsable a fait savoir que le soutien de l'Etat à cette filière (éleveurs et transformateurs) a été renforcé depuis

2009, à la faveur d'une feuille de route pour le développement de cette filière. *«L'objectif escompté de cette étude est de trouver des alternatives efficaces pour une exploitation optimale et efficiente de la production locale de lait et l'augmentation des capacités de production»*, a ajouté Amari Chérif. Cette rencontre examinera également les moyens de collecte et l'amélioration de la production de lait afin de renforcer la production locale de cette matière de large consommation et par conséquent réduire les importations de la poudre de lait, qui figure en deuxième place après les céréales dans la facture des importations alimentaires. D'autre part, le même responsable a évoqué la tenue d'assises nationales sur le secteur agricole le 23 avril en cours, outre l'organisation d'ateliers ouverts sur le secteur pour dégager des recommandations visant la valorisation et le renforcement du rendement

du secteur pour répondre aux besoins de la consommation nationale. Pour rappel, Le Premier ministre a précisé que *«les laiteries du Groupe public industriel de production du lait et de ses dérivés (Giplait) verront leur approvisionnement en poudre de lait passer de 7 000 à 10 000 tonnes par mois, avec en contrepartie l'augmentation de leur production de lait en sachet de plus de deux millions à près de 4 millions de litres par jour»*. Les laiteries du secteur privé verront elles aussi leur approvisionnement passer de 7 500 à 9 000 tonnes par mois, ajoute la même source. Ces mesures de *«saturation du marché»* seront accompagnées de *«l'application ferme de la loi contre tous les auteurs de détournement de la poudre de lait fortement subventionnée par l'Etat au bénéfice des consommateurs»*, affirmait le Premier ministre.

T. K.

38^e anniversaire du printemps amazigh à Béjaïa

Une commémoration sur fond culturel et de lutte politique

La commémoration du 38^e anniversaire du printemps amazigh a été marquée cette année sur un double plan, culturel et de lutte politique. C'est ainsi que des marches et plusieurs rencontres scientifiques linguistiques, activités culturelles, artistiques et sportives ont marqué cette journée. Cette commémoration revêt un cachet bien particulier après l'officialisation de la langue amazighe et la consécration de Yennayer journée nationale chômée et payée. Tout le monde a tenu à marquer cette date symbole par des actions et des slogans distincts, voire des revendications parfois aux antipodes les unes des autres mais qui restent toutes liées à l'esprit du combat identitaire connu de la région. Ainsi, les appels aux marches lancés quelques jours avant par le Collectif des étudiants de l'université Abderrahmane-Mira, le col-

lectif du MCB, le collectif des anciens du MCB et le MAK ont été faiblement et différemment suivis. Ainsi, le premier à ouvrir le bal est le Collectif des étudiants de l'université Abderrahmane-Mira qui a mobilisé la communauté universitaire et des citoyens à la marche organisée jeudi matin depuis le Campus Targa Ouzemour, comme chaque année, jusqu'à la place Saïd-Mekbel pour la liberté de la presse via le siège de la wilaya. Arrivés au carrefour des martyrs à la cité CNS, les quelques centaines d'étudiants ayant pris part à cette action ont observé une minute de silence à la mémoire des victimes des événements du printemps noir 2001. Plusieurs anciennes figures du Mouvement culturel berbère (MCB) ont pris part à la marche non sans irriter les organisateurs qui ont empêché l'un d'eux de faire une déclaration à la presse.

Des députés à l'image de Khaled Tazaghart (Front El-Mostaqbel), Nora Ouali et Atmane Mazouz (RCD), élus à l'APW et d'autres amateurs politiques du PST, UDS, ont également pris part à cette marche. Une prise de parole a été improvisée par les organisateurs à la place de la Liberté Saïd-Mekbel. se succédant à la tribune, les intervenants ont tour à tour chargé le pouvoir, l'accusant de vouloir *«freiner le développement de tamazight»* tout en invitant la population à *«rester vigilante et mobilisée pour poursuivre la lutte»*. Pour sa part, le Collectif militant MCB-Tafsut 80 qui a rejoint les marches de cet anniversaire se dit *«persuadé que l'élan mobilisateur impulsé par la jeunesse le 11 décembre 2017, dans l'esprit des fondamentaux du MCB, n'est que la complémentarité des visions militantes de toutes les générations et que le*

38^e anniversaire du 20 avril 80 est un moment fondateur de l'engagement total pour notre identité». De son côté, le Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie (MAK) qui a mobilisé environ un millier de militants hier dans une marche qui a eu comme point de chute la place Saïd-Mekbel pour la Liberté de la presse, a réitéré sa principale revendication, celle de *«faire de la Kabylie un territoire indépendant»*. Le Makistes n'ont pas mâché leurs mots vis-à-vis du pouvoir central, responsable à leurs yeux de tous les maux. Notons que la direction de la culture de Béjaïa a honoré plusieurs artistes de la région à l'occasion du 38^e anniversaire du printemps amazigh, notamment l'ancien animateur du MCB, écrivain d'expression amazighe et éditeur Brahim Tazaghart, le comédien Mohamed Yergui, le chanteur Agraw Boudjemaâ, l'ancien chan-

LA QUESTION DU JOUR

Le pessimisme russe

Suite de la page une

Cet avertissement ne vaut d'ailleurs pas que pour les Occidentaux, mais tout autant pour les Israéliens, dont la dernière attaque sur des objectifs iraniens pourrait bien être la dernière à ne pas entraîner de riposte immédiate de la part des Iraniens. Ainsi donc, les avertissements proférés par les Russes avant que l'agression ne se produise, mais non mis en œuvre dans la nuit du 13 au 14 avril, pourraient bien l'être dès la prochaine fois, si bien sûr prochaine fois il y a. Les Russes semblent se dire que c'est parce qu'ils n'ont pas été suffisamment persuasifs, ou dissuasifs, en émettant ces avertissements que les trois y ont passé outre. Encore que la dissuasion n'ait pas été complètement vaine, puisque les avions occidentaux ne pénétrèrent plus dans le ciel syrien, quand ils mènent ce genre d'opération tout au moins, la leçon israélienne ayant été retenue. Dans l'immediat les Russes réagissent à l'agression en faisant savoir qu'ils ne se sentent plus tenus par aucun engagement vis-à-vis des Occidentaux, et que comme première mesure de leur nouvel état d'esprit ils vont équiper les Syriens de système de défense S300, ce qu'ils s'étaient interdit de faire jusque-là. Déjà que sans cela le ciel syrien avait cessé d'être cette passoire pour avions de toute origine et obédience. Les avions britanniques ont opéré hors de ce ciel au cours de la dernière attaque. Le ciel syrien est donc d'ores et déjà interdit aux avions agresseurs. En revanche, le sol syrien n'est pas encore sanctuarisé contre les attaques aériennes. Le vice-ministre des Affaires étrangères a été plus explicite encore quant aux sentiments pessimistes qu'entretiennent désormais les Russes relativement au conflit syrien. A un média allemand, Riabkov a déclaré ne pas être certain que la Syrie préservera son intégrité territoriale. Quand on sait que cette intégrité a été le principal point de convergence des trois présidents russe, iranien et turc, réunis dernièrement à Ankara, on mesure combien le conflit syrien n'a fait jusque-là que changer de forme, que se renouveler.

M. H.

teur Kaci Boussaâd, la poétesse Menoun Chikou, et les artistes Hilal Belkacem, Nassima Kedjtoul, Ismaïl Aïssat, Chérif Benhamouche, etc. Une série d'activités culturelles et artistiques a été également dispensée, dont un défilé de troupes folkloriques depuis la Maison de la culture jusqu'à la place Saïd-Mekbel. Des activités telles que la poésie, théâtre, exposition d'objets traditionnels et bijoux, défilé de mode spécial habits traditionnels, ont été organisées jeudi et vendredi.

Hocine Cherfa

Algérie/États-Unis

Le département d'Etat met en avant le respect des droits humains en Algérie

■ Le département d'Etat, qui cite des observateurs internationaux, a reconnu que depuis le début des violences au Mali en 2012, «l'Algérie a fait face à des flux de migrants incompatibles avec les mouvements migratoires traditionnels».

Par Salem K.

Le département d'Etat américain a mis en avant vendredi le respect de l'intégrité des personnes et des libertés individuelles en Algérie, soulignant les mesures prises par le gouvernement pour promouvoir les droits de l'homme. Dans son rapport annuel sur les droits de l'homme dans le monde pour 2017, le département relève que l'Algérie n'a enregistré aucune privation arbitraire de la vie ou de crimes pour des motifs politiques. De même aucune disparition ou condamnation pour torture n'a été signalée durant la période sous revue. Le département d'Etat rappelle, à ce titre, que la loi algérienne interdit la torture et prévoit des peines d'emprisonnement allant de 10 à 20 ans pour les agents publics reconnus coupables de torture. S'agissant des conditions dans les prisons et les centres de détention, la 42^e édition de ce rapport affirme qu'elles ne soulèvent pas de préoccupations en matière de droits de l'homme. Le gouvernement a en effet consacré des centres de détention spécifiques aux prisonniers âgés de moins de 27 ans. Selon le même rapport, la surveillance indépendante des prisons est assurée en Algérie. A ce titre, le gouvernement a autorisé le Comité international de la Croix-Rouge et des observateurs locaux des droits de l'homme de visiter les prisons et les centres de détention où les conditions carcérales sont conformes aux normes internationales, indique le département d'Etat. Le rapport met en exergue la création d'un bureau chargé des droits de l'homme auprès de la DGSN et dont l'une des missions qui lui sont assignées est l'amélioration des conditions de détention. Par ailleurs, ce rapport présenté par le secrétaire d'Etat par intérim, John Sullivan, affirme que les libertés individuelles, y compris la liberté d'expression et celle de la presse, sont garanties en Algérie, relevant aussi que la Constitution consacrait la liberté de la presse, alors que «les débats publics et les critiques des médias à l'égard du gouvernement, largement répandues», sont tolérées. Toujours au chapitre des libertés, la diplomatie américaine note que la Constitution donne aux citoyens la possibilité de choisir leur gouvernement lors d'élections libres, périodiques et équitables, au suffrage universel et égal et au scrutin secret. A ce propos, le rapport met en exergue la révision de la Constitution en 2016 qui a, entre autres, limité les mandats présidentiels à deux exercices. Citant le constat établi

par les observateurs internationaux des élections législatives de 2017, le département américain souligne l'organisation réussie de ce scrutin. Au cours de la période couverte par le rapport, les ONG et les groupes locaux de défense de droits humains en Algérie ont continué d'activer en toute liberté, constate le département d'Etat. Le Conseil national des droits de l'homme (CNDH) qui a remplacé la commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme, dispose d'une autonomie budgétaire et a la responsabilité d'enquêter sur les violations présumées des droits de l'homme. Le document met également en avant la protection apportée par l'Algérie aux milliers de réfugiés sahraouis, en indiquant que le gouvernement a



augmenté son soutien aux Sahraouis pour parer aux conséquences de la baisse de l'aide des donateurs internationaux. L'Algérie offre également une protection contre l'expulsion des réfugiés, menacés dans leur pays d'origine.

S. K./APS

Musée de Paris

Un dernier recensement fait ressortir 536 crânes de résistants algériens

Le nombre de crânes de résistants algériens conservés au Muséum national d'histoire naturelle de Paris (MNHN), selon un dernier recensement, s'élève à 536, venant de toutes les régions d'Algérie, a indiqué hier à Paris le chercheur algérien en histoire et anthropologie, Ali Farid Belkadi. «Le dernier recensement, au 18 avril 2018, s'élève à 536 crânes. Ils viennent de toutes les régions d'Algérie, de Khenchela, d'Oran, de Batna, de Skikda, d'El-Kala, d'Alger. Parmi ces 536 crânes et ossements figurent ceux d'hommes préhistoriques, très peu nombreux. Tous n'ont rien à faire en France», a affirmé dans un entretien à l'APS ce chercheur qui avait découvert, dans le cadre d'un travail de recherche en mars 2011, les crânes d'Algériens qui avaient combattu à Zaâtcha (Biskra) l'armée française en 1849. «Il y a un an, j'ai fait un nouvel inventaire à la demande du ministère des Moudjahidines, en vue de la demande officielle de rapatriement de ces restes», a-t-il expliqué, évoquant par ailleurs sa demande pour la prise en charge, par les autorités algériennes, d'autres recherches à mener, concernant cette fois des restes de déportés algériens morts en Nouvelle-Calédonie, «non inhumés, dont les Français avaient gardé les ossements». A la faveur de l'entretien qu'avait eu le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, le 6 décembre dernier, avec son homologue français Emmanuel Macron qui effectuait une visite de travail et d'amitié en Algérie, la France s'est engagée à restituer les crânes de résistants algériens conservés au MNHN, rappelle-t-on. A cet effet, l'Algérie a demandé, en janvier dernier, officiellement à la France la restitution de ces crânes. Le chercheur Belkadi a indiqué qu'il a repris ce dossier «tout dernièrement» en s'intéressant cette fois-ci aux travaux du D' Sanrey, un médecin militaire qui vivait dans les années 1840 et qui avait présenté au laboratoire de la Société d'anthropologie de Paris 52 crânes de Biskra et 6 crânes de la région de l'Aurès, rappelant qu'un de ses confrères, le D' Paul Topinard, médecin et anthropologue,

a publié des travaux sur ces crânes de «la population indigène de Biskra», ainsi que le général Faidherbe.

L'extermination de la population de Zaâtcha

«Le muséum de Paris (MNHN) détient ces restes de Biskra qui portent tous les références du musée, suivies d'un numéro d'ordre», a précisé ce spécialiste de l'histoire antique et l'épigraphie libyque et phénicienne, soulignant que ces crânes originaires de Biskra, glanés par un médecin militaire qui vivait dans les Aurès, appartiennent aux résistants de Zaâtcha, en plus de ceux du cheikh Bouziane et Moussa Al-Darkaoui. Il faut rappeler que le siège de Zaâtcha (30 km au sud-ouest de Biskra) s'est déroulé du 16 juillet au 26 novembre 1849, opposant les troupes de la colonisation française du général Emile Herbillon aux résistants algériens du cheikh Bouziane, et qui s'est terminé par l'extermination de la population de l'oasis. «Vers neuf heures et demie du matin, le 26 novembre 1849, la tête du cheikh Bouziane, celle de son fils Al-Hassan et celle de Si-Moussa Al-Darkaoui, sont placées au bout de trois piques.

Un instant avant qu'on le fusille, un soldat l'ayant bousculé un peu rudement avec la crosse de son fusil, Al-Hassan, le fils de Bouziane dit : "Je suis le fils de Bouziane, on tue le fils de Bouziane, on ne le frappe pas", a-t-il évoqué, soulignant que le crâne d'Al-Hassan «n'a pas été retrouvé au muséum de Paris, il doit être rangé dans une autre collection». Il y a en tout 70 crânes, tous originaires de Biskra, qui sont conservés au MNHN, a-t-il indiqué, relevant qu'«aucun anthropologue français n'a jamais pu récolter autant de crânes en une fois». Le chercheur a ajouté que les autres crânes en provenance de l'Aurès, «tousjours émanant du même médecin», appartiennent à des résistants, membres de tribus de l'Aurès soulevées par le marabout de grande renommée, Si Abdelhafidh, cette insurrection est liée à celle

de Zaâtcha. Par ailleurs, l'auteur de ces recherches a indiqué qu'il est en relation avec un atelier spécialisé dans la reconstruction/reconstitution faciale de ces crânes pour faire connaître aux Algériens à quoi pouvaient ressembler ces résistants.

Beaucoup de précieux «sujets» de l'histoire et de la préhistoire de l'Algérie conservés à Paris

«Cela coûte environ 17 000 euros par buste + l'emballage, le transport et les douanes. L'objectif est de faire connaître aux Algériens à quoi pouvaient ressembler Cherif Boubaghla, Mokhtar Al-Titraoui, Moussa Al-Darkaoui, Cherif Boukedida et quelques autres», a-t-il expliqué, faisant observer qu'on connaît le visage de Massinissa à travers des pièces de monnaie interposées, celui de Juba I et II par leurs statues, ou celui de l'Emir Abdelkader. «Les enfants dans les écoles sauront qui étaient ces grands héros de la résistance qui ont sacrifié leur vie pour que vive l'Algérie», a-t-il soutenu, lançant un appel aux sponsors en Algérie pour financer cette opération. Sur un autre plan, le chercheur algérien a indiqué qu'il a également entrepris d'autres recherches au Musée du Louvre où il a fait l'inventaire des stèles phéniciennes de Constantine, soulignant qu'il est le seul Algérien à les avoir recensées et qu'il a contacté à ce sujet le ministère de la Culture. «Outre les stèles phéniciennes (puniques) du Musée du Louvre, il y a de précieux "sujets" de l'histoire et de la préhistoire de l'Algérie qui sont conservés au MNHN. Des hommes (et des femmes) de Ternifine (le site acheuléen de Tighennif, près de Mascara), des hommes (et des femmes) de Mechta Al-Arbi (près de Chelghoum, Mila), des hommes (et des femmes) de Roknia (Guelma)», a-t-il précisé, soulignant que les crânes exhumés des dolmens de Roknia par le naturaliste Jules René Bourguignat, «appartiennent à la souche berbère».

Ayoub N.

Selon l'ONS

L'inflation moyenne annuelle à 4,6%

■ L'évolution des prix à la consommation en rythme annuel a été de 4,6% jusqu'à mars 2018, selon l'Office national des statistiques (ONS).

Par Assia D.

L'évolution des prix à la consommation en rythme annuel jusqu'à mars 2018 est le taux d'inflation moyen annuel calculé en tenant compte des 12 mois allant d'avril 2017 à mars 2018 par rapport à la période allant d'avril 2016 à mars 2017. Quant à la variation mensuelle des prix à la consommation en mars 2018, qui est l'indice brut des prix à la consommation en mars 2018 par rapport à février 2018, elle a été de 0,8%. En termes de variation mensuelle et par catégorie de produits, les prix des biens alimentaires ont connu une hausse de 1,4% en mars 2018 comparativement à ceux de février 2018.

A titre d'exemple, les prix des produits agricoles frais ont enregistré une hausse de 2,9%, induite par l'augmentation des prix des légumes (+18,5%) et à un degré moindre ceux des viandes rouges (+0,4%) et du poisson (+1,9%). En revanche, certains produits agricoles ont affiché des baisses, notamment la viande de poulet (-2,3%), les fruits (-2%) et la pomme de terre (-1,7%). Pour les prix des produits alimentaires industriels (agroalimentaires), ils ont enregistré une relative stagnation, selon l'ONS.

Par ailleurs, les prix des produits manufacturés ont évolué de 0,3%, tandis que ceux des services ont marqué une stagnation. Par groupe de biens et ser-

vices, les prix de l'habillement-chaussures, de la santé hygiène corporelle et des transports et communication ont enregistré une variation similaire, soit une hausse de 0,2% par rapport à février 2018. Pour le groupe Divers, la variation mensuelle des prix a été marquée par une augmentation de 0,5%, tandis que celle du reste des autres produits s'est caractérisée par des taux modérés. Pour rappel, la loi de finances 2018 prévoit une inflation de 5,5%.

A. D.



PHOTO: R.

Pétrole

Les cours avancent, les déclarations de l'Opep éclipsent celles de Trump

Les cours du pétrole ont progressé vendredi, davantage influencés par les déclarations à l'occasion d'une réunion de l'Opep que par les commentaires critiques de Donald Trump sur les prix «artificiellement très élevés» de l'or noir. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin a clôturé à 74,06 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 28 cents par rapport à la clôture de jeudi, à un nouveau plus haut depuis la fin 2014. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de mai, dont c'est le dernier jour de cotation, a pris 9 cents à 68,38 dollars. C'est la deuxième semaine de progression de suite pour le cours du Brent, qui a pris 1,94%, et du WTI qui a avancé de

1,47%. A l'occasion d'une conférence ministérielle vendredi à Jeddah, en Arabie saoudite, les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs dix partenaires, dont la Russie, ont jeté les bases d'une prolongation au-delà de 2018 de l'accord de réduction de la production pétrolière qu'ils ont adopté fin 2016 avec l'objectif de faire remonter les prix. Le ministre russe de l'Energie Alexander Novak a ainsi affirmé qu'il y avait «des bases très solides» pour prolonger la coopération entre les membres de l'Opep et les autres producteurs. Le ministre saoudien de l'Energie, Khaled al-Faleh, a pour sa part parlé d'un «consensus» au sein des pays producteurs pour prolonger la coopération sur le long terme. «Il n'y a pas eu

réellement de surprise à Jeddah mais des informations optimistes sur les intentions (des membres de cet accord) à long terme», a commenté James Williams de WTRG. «Il y a un engagement assez clair à continuer la réduction de l'offre de pétrole après 2018», a estimé quant à lui Bart Melek de TD Securities. Les membres de cet accord se réuniront à nouveau au mois de juin à Vienne, un événement attendu par de nombreux acteurs du marché comme étant susceptible d'aboutir à des décisions officielles. Les cours avaient été influencés négativement plus tôt en séance par un tweet du président américain Donald Trump sur le niveau des prix du brut. «On dirait que l'Opep recommence. Avec des quantités record de pétrole partout, y compris des

bateaux pleins à ras bord en mer», a tweeté le républicain. «Les prix du pétrole sont artificiellement très élevés ! Ce n'est pas bon et c'est inacceptable », a-t-il également lancé. Alexandre Novak, a réagi à ces déclarations, affirmant que les efforts auxquels la Russie participe profiteraient au marché, «y compris aux producteurs texans», selon l'agence Bloomberg. Les acteurs du marché ont par ailleurs été peu influencés par la publication vendredi du nombre hebdomadaire de puits de pétrole actifs aux Etats-Unis, un indicateur avancé de la production américaine publié par la société américaine Baker Hughes. Les puits actifs américains ont culminé à 820 cette semaine, soit une progression de cinq unités.

M. A./Agences

Coopération

Raouia s'entretient à Washington avec des responsables du FMI

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouia, s'est entretenu à Washington avec le directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI, Jihad Azour, ainsi qu'avec des responsables du département en charge des dépenses publiques

et des questions fiscales. Au cours de ces entretiens, le ministre a présenté l'évolution récente de la situation économique en Algérie, mettant en avant les dispositions réglementaires prises pour encadrer le recours au financement non

conventionnel par des mesures rigoureuses en matière de suivi et de mise en œuvre d'un important programme de réformes. M. Raouia a précisé que le financement non conventionnel est orienté vers le secteur productif afin de stimuler la croissance et la créa-

tion d'emploi. Les discussions ont porté, par ailleurs, sur l'état de coopération entre l'Algérie et le FMI dans les domaines fiscal, budgétaire et douanier. Dans ce cadre les responsables du FMI ont marqué la disponibilité du Fonds à accompagner, à travers

des actions d'assistance technique, les efforts de l'Algérie en particulier dans le développement de la fiscalité locale, du recouvrement de l'impôt, de la gestion budgétaire et de trésorerie et de la modernisation de l'administration douanière.

A. O.

Changes

L'euro en baisse face au dollar

L'euro reculait vendredi face au dollar, la monnaie américaine montant également contre le yen, alors que les analystes s'attendent de plus en plus à un resserrement des taux aux Etats-Unis. L'après midi, l'euro valait 1,2268 dollar contre 1,2346 dollar jeudi soir. La monnaie unique européenne baissait face à la devise japonaise à 132,25 yens, contre 132,55 yens la veille au soir. Le billet vert, lui, progressait face à la monnaie nipponne à 107,78 yens, contre 107,37 yens mercredi soir. Le dollar était en hausse face aux principales monnaies, alors que les cambistes s'attendent de plus en plus à un

resserrement monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed), du fait d'une suite d'indicateurs encourageants. «L'augmentation des rendements des bons du Trésor (américain) combinée à un ralentissement de l'inflation au Japon a contribué au gain du dollar contre le yen», a expliqué un analyste. Le rendement sur les bons du Trésor à deux ans est monté jeudi à son plus haut niveau en neuf ans et celui sur les bons du Trésor à 10 ans a grimpé au-dessus de 2,9%. La hausse des rendements tend à faire monter le billet vert face aux autres devises. «Les attentes des marchés concernant l'inflation ont

atteint de nouveaux sommets avec la hausse des prix du pétrole à des niveaux plus vus depuis la chute des cours fin 2014», a ajouté un autre analyste. L'inflation est l'un des principaux facteurs sur lesquels se fonde la Fed pour décider du niveau de ses taux. A l'inverse, au Japon, la hausse des prix à la consommation (hors denrées périssables) sur un an est revenue à 0,9% en mars, après 1% en février, ralentissement qui souligne les difficultés pour la banque centrale nipponne d'atteindre son objectif d'inflation de 2%. Concernant l'euro, si aucun nouvel indicateur n'a été publié aujourd'hui, il se pourrait

que «les récentes mauvaises données économiques» aient accentué la prudence des investisseurs à propos de la réunion de la Banque centrale européenne (BCE) jeudi prochain, a-t-il poursuivi. «Ces inquiétudes sont exagérées», ont de leur côté fait valoir certains analystes, considérant que les récents indicateurs ne disaient rien de nouveau sur l'état de l'économie européenne. Le franc suisse, de son côté, se renforçait légèrement après avoir chuté sur la semaine et avoir dépassé le seuil symbolique de 1,20 franc suisse pour un euro jeudi, et atteint vendredi un euro plus bas depuis janvier 2015 à 1,2006

franc suisse. En janvier 2015, la banque centrale suisse avait dû abandonner ce seuil de 1,20 franc suisse auquel elle tenait pour éviter la surévaluation. La devise suisse s'était alors brutalement appréciée face à l'euro de plus de 18% en une journée. L'après-midi, l'or valait 1 336,63 dollars contre 1 345,60 dollars mercredi soir. Le bitcoin valait 8 502,81 dollars, contre 8 233,85 dollars mercredi soir, selon des chiffres compilés par le fournisseur de données financières Bloomberg. La monnaie chinoise valait 6,2955 yuans pour un dollar contre 6,2791 yuans pour un dollar mercredi après-midi.

R. E.

Tlemcen

Attribution de 100 logements LPL à Beni Snouss avant le ramadhan

■ Les 100 logements publics locatifs (LPL) implantés à la localité d'El Fahs, relevant de la commune du chef-lieu de daïra de Beni Snouss (35 km de Tlemcen), seront distribués avant le mois de ramadhan, a-t-on appris du wali.

Par Lyes B.

« Ces logements qui sont achevés à 100%, raccordés à l'ensemble des réseaux et dont l'aménagement extérieur a été réalisé, seront attribués à leurs bénéficiaires avant le mois de carême », a annoncé Ali Benyaïche à l'issue d'une visite de ce projet. Non loin de ce site, le responsable de l'exécutif a instruit le chef de daïra et le président d'APC de Beni Snouss d'entamer la réhabilitation des 20 logements CNEP réalisés depuis 1995 et abandonnés depuis, en raison des montants élevés pour leur cession, outre la réalisation d'un mur de clôture. Ces habitations, considérées dorénavant comme logements de fonction, seront réservées aux médecins ou techniciens affectés sur place, a précisé le wali, demandant aux responsables concernés d'effectuer les travaux d'aménagement de cette cité. Cette commune, qui a bénéficié de 100 logements de type promotionnel aidé (LPA), recense également des besoins de 914 habitations rurales, selon le président d'APC, alors qu'elle n'a bénéficié que de 150 aides à l'habitat rural. En prenant connaissance de la révision du Plan directeur d'aménagement et d'urbanisme (PDAU) de Beni Snouss, le chef de l'exécutif s'est enquis des besoins des habitations de cette collectivité locale dont 423 ne sont pas raccordées au réseau électrique, 386 à celui de l'assainissement, 386 au gaz

naturel, alors que 317 ne sont pas reliées à l'AEP. Cette situation sera résorbée au fur et à mesure dans le cadre de différents plans de développement, a-t-on appris. Lors d'une rencontre avec les citoyens de Beni Snouss, le wali a pris connaissance des difficultés rencontrées par les populations, instruisant les responsables concernés de l'ouverture de bureaux d'accueil de la Sonelgaz, du cadastre et des douanes pour la délivrance de passavants, s'agissant là d'une région frontalière. Les habitants ont soulevé, également, les difficultés liées à l'absence d'une maternité sur place, d'où l'obligation pour eux de se déplacer vers la daïra voisine de Sebdo, ainsi que le problème de surnombre d'élèves au niveau des classes du primaire. Cette question sera réglée dès la pro-

chaine année scolaire avec la réalisation d'un groupe scolaire de sept classes, a-t-on fait savoir. Pour le secondaire, un nouveau lycée de 800 places pédagogiques dont 200 en demi-pension, en cours de réalisation, attend l'octroi d'une réévaluation de 97,500 millions de dinars pour son achèvement et son équipement, a précisé le directeur des équipements publics. Lors de cette tournée, le wali a instruit les directeurs des services agricoles et de la conservation des forêts de l'ouverture, « dans les plus brefs délais », de la subdivision agricole et du district des forêts. Si pour le premier établissement il ne reste que le raccordement au réseau électrique et l'équipement, le district des forêts, achevé depuis 2013, il y a lieu d'effectuer des travaux de réhabilitation, a-t-on expliqué.



Enfin, les autres communes de la daïra, Azails et Beni Bahdel, ont bénéficié chacune de 50 autres aides à l'habitat rural, portant le total des acquisitions à 100 aides. S'agissant de l'équipement de la maison de jeunes d'Azails, en projet depuis 2016,

le responsable de l'exécutif a instruit le directeur de la jeunesse et des sports d'effectuer en urgence cette opération qui concerne également celles d'Ain El Houtz (commune de Chétouane) et Ain Tellout.

L. B./APS

Programme d'urgence d'AEP à Souk-Ahras

Lancement des travaux de réalisation de 17 forages

Les travaux de réalisation de 17 forages, inscrits dans le cadre du programme d'urgence destiné à renforcer l'alimentation en eau potable (AEP) dans la wilaya de Souk-Ahras au cours de la saison estivale 2018, ont été lancés à partir de la commune de Taoura. Une enveloppe financière de 200 millions DA a été dégagée pour la concrétisation de ce programme d'urgence, décidé lors de la récente visite à Souk Ahras, du secrétaire général du ministère des Ressources en eau, et lancé en présence du chef de l'exécutif local, Abbès Badaoui et des responsables de la direction locale des ressources en eau et de l'Algérienne des eaux (ADE), ont précisé jeudi les responsables du secteur. La même source a détaillé que ces 17 forages seront

réalisés dans plusieurs communes de la wilaya, en plus de la rénovation des conduites d'eau potable à partir de la station de la ville de Taoura jusqu'au réservoir Kadri, au chef-lieu de wilaya sur un linéaire de 6 km pour éliminer les points noirs et les fuites d'eau signalées le long de ce réseau. La même source a souligné que quatre forages seront réalisés à M'daourouch, trois à Souk-Ahras, en plus de deux infrastructures similaires dans la commune de Taoura, précisant que les autres forages seront répartis à travers les communes d'El Machrouha, Sedrata, Targalt, Ouled Idriss, Khedara, Safel El Ouidane, Hnancha et El M'rahna. Ce projet sera réalisé par des entreprises nationales et chinoises qui ont reçu des instructions

fermes de la part du chef de l'exécutif local à l'effet d'achever les travaux « avant le mois sacré du ramadhan ». Une opération d'alimentation du chef-lieu de wilaya en eau potable à partir des eaux souterraines de la ville de Taoura a été lancée récemment, en plus de l'augmentation des capacités de pompage après le remplacement et la rénovation des pompes en place et la mise à niveau du tronçon du réseau de distribution d'eau de Taoura vers Souk-Ahras sur un linéaire de 2,5 km, a-t-on rappelé. Les habitants de la wilaya de Souk-Ahras sont actuellement alimentés en eau potable une fois tous les 7 jours en raison de la diminution du niveau des eaux du barrage Ain Dalia qui a atteint les 8 millions m³.

Hocine A.

Mila

Signature de 5 conventions de partenariat entre l'Anem et divers secteurs

L'Agence de l'emploi (Anem) de Mila a signé, depuis début 2018, cinq conventions de partenariat et de coopération avec plusieurs secteurs pour rapprocher les demandeurs d'emploi des différents établissements, a-t-on appris auprès de la responsable de cette Agence, M^{me} Aïcha Beghiani. Ces conventions ont été signées par le centre universitaire Abdelhafidh-Boussouf et les directions de la jeunesse et des sports et de la formation et d'enseignement professionnels, a précisé à l'APS la même responsable. Elle a fait état également de la signature, durant cette semaine, de deux conventions avec la Fédération de wilaya des jeunes entrepreneurs et la pépinière des entreprises pour « renforcer davantage » le rôle de médiation accompli par l'Anem entre les demandeurs de travail et les micro-entreprises économiques. Des séminaires et des journées de sensibilisation seront organisés

dans le cadre de ces conventions de partenariat au profit des chefs d'entreprises, les encourageant à ouvrir les portes de recrutement conformément à la législation en vigueur en mettant en avant les avantages prévus

par l'Etat dans ce domaine, s'agissant notamment de l'allègement des cotisations auprès de la sécurité sociale pour les contrats de travail aidés (CTA), a souligné la même responsable. Les partenariats conclus avec le

centre universitaire et la direction de la formation et de l'enseignement professionnels ont pour but d'assurer une meilleure orientation des étudiants vers les spécialités demandées dans le marché local du travail, a encore

souligné la même responsable, faisant part de l'organisation dans ce sens d'ateliers d'apprentissage sur les procédés de recherche d'emploi entre autres.

T. KH.

Batna /Périmètre agricole de Chomra

Mise en exploitation dans quelques jours d'une autre partie du projet

La deuxième partie de la première tranche du périmètre agricole de Chomra (57km au nord-est de Batna) sera mise en exploitation « fin avril 2018 », a affirmé le directeur local des ressources en eau, Abdelkrim Chebri. La réception de ce fragment, actuellement en cours d'achèvement, permettra l'irrigation de plus de cinq mille quatre cent hectares de terres agricoles de cette région, a précisé le même responsable. Le ministre des Ressources en eau avait procédé en août dernier à la mise en service de la première partie qui s'étend sur environ mille sept cent hectares, a-t-on rappelé, précisant que

la première tranche de ce périmètre agricole avoisine les 7 287 hectares. Cette partie du périmètre est déjà exploitée par un nombre d'agriculteurs, a indiqué le même responsable, précisant que l'opération de sensibilisation se poursuit parmi cette corporation (les agriculteurs) pour se constituer en association afin d'organiser l'opération d'utilisation de ces lots. Selon les prévisions établies par la direction des ressources en eau et les services agricoles, chaque hectare de terre irriguée de ce périmètre permettra la création de pas moins de trois postes de travail dont un permanent. Le projet d'irrigation de la plai-

ne de Chomra s'inscrit dans le cadre du programme d'irrigation prévu à partir du barrage Koudiet Lemdouar dans la commune de Timdag approvisionné depuis le barrage de Béni Haroun (Mila) au titre du système des grands transferts d'eau depuis le méga ouvrage hydraulique de Mila. La surface totale des périmètres agricoles devant être réalisée à Batna et qui sera irriguée depuis les eaux transférées du barrage de Béni Haroun est évaluée à 24 000 hectares dont 16 000 ha dans la plaine de Chomra, 6 000 ha sur l'axe Batna- Ain Touta et 2 000 ha dans la commune d'Oued Fadel, a-t-on rappelé.

R. R.



Libye/ Réconciliation nationale

Ghassan Salamé discute avec la délégation de Zenten des mécanismes

■ Le représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la Libye, Ghassan Salamé, a rencontré la délégation de Zenten participant à la démarche de réconciliation nationale libyenne pour discuter des mécanismes de dialogue national et de la réconciliation nationale dans les monts Nafusa et d'autres questions liées au processus politique en Libye, lit-on sur le compte Twitter de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul).

Par Sara H.

Cette rencontre intervient suite à celle tenue, mercredi, entre M. Salamé et deux membres de la Chambre des représentants (Parlement) de Misrata, à savoir Fathi Bachagha et Souleyman Alfakih, avec lesquels il a examiné les éléments du Plan d'action de l'ONU, les amendements à l'accord politique libyen, le processus constitutionnel, la rencontre nationale et les élections, réitérant la volonté de la mission onusienne de soutenir les efforts en faveur du rétablissement de la stabilité dans ce pays aux plans sécuritaire, politique, social et économique. Arrivé à Tripoli accompagné du ministre libyen des Affaires étrangères, Mohammed Siyala, et du ministre roumain des Affaires étrangères, Teodor Melescanu, M. Salamé a tenu une rencontre avec Fathi Al Majbari, membre du Conseil présidentiel libyen, avec lequel il a évoqué les derniers développements sur la scène libyenne. Les deux parties ont passé en revue



les démarches importantes à entreprendre lors de la prochaine étape ainsi que les priorités de leur mise en œuvre en faveur de la stabilité politique, économique et sociale en Libye. La Mission d'appui des Nations unies en Libye a lancé de «larges consultations» à travers la Libye pour permettre aux Libyens de déterminer librement l'avenir du pays dans lequel ils souhaitent vivre, avait précisé l'envoyé onusien. Au terme de sa réunion, mardi, la commission de haut niveau de l'Union Africaine (UA) consacrée à la Libye a reconnu «les progrès réalisés en Libye au cours des derniers mois» et salué «les développements positifs enregistrés dans le pays».

tout en prenant note de la baisse importante des actes de violence durant le premier trimestre de 2018. Les participants à la réunion de cette commission ont salué le soutien de l'ONU à la Libye, se félicitant du retour de la Mission d'appui des Nations unies en Libye à Tripoli. Ils ont saisi l'occasion pour inviter les organisations et les autres pays à faire de même, saluant les «progrès réalisés» en matière d'inscription aux élections.

Le HCR vient en aide à des milliers de déplacés dans le Sud

L'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a réussi

cette semaine à apporter une aide urgente à des centaines de familles déplacées dans la ville de Mourzouk, dans le sud de la Libye, une région qui a désespérément besoin d'aide humanitaire. «De récents affrontements meurtriers entre des groupes armés dans et autour de la ville de Sabha ont forcé environ 1 900 familles libyennes à fuir leurs domiciles», a déclaré vendredi le porte-parole du HCR, Andrej Mahecic, lors d'un point de presse à Genève. Un convoi d'aide d'urgence du HCR a quitté Tripoli le 4 avril dernier. Sept camions chargés d'articles d'aide de première nécessité ont pu entrer le lendemain à Sabha où l'aide humanitaire a été distri-

bue à 850 familles déplacées. «L'accès à Mourzouk et Oubari, et plus au sud, a été initialement bloqué pour des raisons de sécurité, et l'aide a dû attendre à Sabha», a précisé M. Mahecic, cité par un communiqué. Toutefois, au début de cette semaine, la population locale a commencé à emprunter les routes principales de Sabha à Mourzouk. Le HCR a saisi cette fenêtre d'opportunité pour acheminer d'urgence des articles de secours essentiels à la ville de Mourzouk. Mercredi, 370 familles déplacées y ont finalement reçu l'aide dont elles avaient grandement besoin. En Libye, 368 000 personnes ont récemment regagné leur foyer mais plus de 184 000 déplacés ont toujours besoin d'aide humanitaire, alerte le HCR. Pour répondre aux besoins de plus d'un demi-million de Libyens déracinés par le conflit, l'agence onusienne a augmenté ces derniers mois de 300% sa capacité d'intervention et ses ressources. Le HCR rappelle que la population libyenne déplacée dans le sud du pays a cruellement besoin d'abris adéquats et d'articles ménagers de première nécessité, notamment des trousses d'hygiène, des matelas et des ustensiles de cuisine. Cette situation humanitaire est d'autant plus préoccupante que l'accès humanitaire dans cette partie de la Libye a été restreint pendant des semaines et la situation y demeure extrêmement volatile. «Beaucoup ont cherché refuge dans les écoles, les hôpitaux et autres bâtiments publics», a fait remarquer M. Mahecic. S.H.

Tunisie

Hausse des investissements étrangers en 2018

LE FLUX des investissements étrangers a atteint 565,4 millions de dinars (MD), à la fin du mois de mars 2018, en hausse de 25,2%, par rapport à la même période de 2017, selon le Bilan de l'investissement étranger durant les trois premiers mois de l'année 2018, publié par l'Agence de promotion de l'investissement extérieur (FIPA). Ce flux est réparti en investissements directs étrangers (IDE) de 559,2 MD, (+27%) et en investissements en portefeuille de 6,1MD (45,6%), ont précisé les statistiques rapportées par l'agence de presse TAP. S'agissant de la répartition sectorielle des investissements étrangers, le secteur de l'industrie se positionne à la première place, avec un montant de 185,3 MD, en hausse de 45,2% par rapport à l'année 2017, alors que celui des services passe en deuxième position avec une progression de 76,2% à 116,2 MD. L'investissement extérieur dans l'énergie a enregistré, également, une augmentation de 2,1% à 252 MD, selon la même source qui précise que le secteur agricole a drainé, à la fin du mois de mars 2018, un montant de 5,7MD.

R. M.

— Sahara occidental/ Grève de la faim de la militante Claude Mangin —

Le sénateur Pascal Savoldelli interpelle Le Drian

Le sénateur français de Val-de-Marne (Ile-de-France), Pascal Savoldelli, a interpellé le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, pour que cesse la situation de la ressortissante française, Claude Mangin, qui a entamé une grève de la faim jusqu'à qu'elle soit autorisée à rendre visite à son mari Naâma Asfari, détenu au Maroc. Lundi dernier, Claude Mangin a été refoulée du Maroc, pour la quatrième fois en moins de deux ans, sans aucun motif et a décidé d'entamer mercredi une grève de la faim. «Mercredi 11 avril, j'ai alerté le ministre des Affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, sur la situation de cette ressortissante française, en vain. Il est temps que cette situation cesse, que le désarroi de Claude Mangin et de son mari soit pris au sérieux», a écrit ce sénateur dans un communiqué, publié vendredi, demandant une rencontre «au plus vite» du ministre avec Claude Mangin pour «obtenir enfin des autorités marocaines le respect des droits plus élémentaires». Il a rappelé

que son mari Naâma Asfari, prisonnier politique sahraoui, est détenu depuis novembre 2010 et condamné à 30 ans de prison pour avoir défendu l'autodétermination du peuple sahraoui. «Asfari a été arrêté le 7 novembre 2010, passé à tabac et emmené de force par des policiers marocains en civil. Son crime : avoir participé avec 20 000 personnes à la construction d'un camp de protestation à Gdeim Izik, dans les territoires occupés au sud du Maroc, pour dénoncer les discriminations contre le peuple sahraoui», a-t-il encore rappelé, soulignant que la réprobation internationale concernant l'attitude des autorités marocaines à l'égard des militants des droits du peuple sahraoui «ne cesse de s'amplifier». En décembre 2016, le Maroc a été condamné par le Comité de l'ONU contre la torture dans le cadre de la plainte déposée par l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT) et le cabinet Ancile-avocats, au nom de Naâma Asfari, rappelle-t-on. Le Maroc, soutenu par la France, interdit depuis des mois des visites

aux prisonniers sahraouis détenus dans ses prisons, ainsi que celles des militants des droits de l'homme. En février dernier, deux avocates, Ingrid Metton et Olfa Ouled, du groupe des 24 militants sahraouis de Gdeim Izik, détenus au Maroc depuis plus de sept ans, ont été interdites d'entrer au Maroc. Les deux avocates, du barreau de Paris, qui avaient défendu les militants sahraouis lors des audiences de leur procès en appel, entre janvier et mai 2017, à la Cour d'appel de Rabat-Salé, ont voulu rendre visite à leurs clients suite à des informations faisant état des mauvais traitements qu'ils auraient subis en prison, rappelle-t-on. Dix-neuf militants sahraouis, rappelle-t-on encore, ont été lourdement condamnés le 19 juillet 2017, au terme de ce procès où les seules preuves présentées restent des aveux signés sous la contrainte. Les prisonniers politiques sahraouis ont été dispersés dans 7 prisons à travers le territoire marocain.

Amel N./APS



Sa famille pointe du doigt Israël

Un scientifique palestinien, membre du « Hamas », assassiné en Malaisie

■ A Kuala Lumpur, l'agence de presse malaisienne, citant la police, a annoncé la mort, tôt le matin, d'un Palestinien présenté comme un professeur d'université, tué par deux hommes armés circulant à moto.

Par Rosa C.

Un scientifique palestinien, membre du mouvement « Hamas » a été assassiné samedi à Kuala Lumpur en Malaisie, a-t-on annoncé, la famille de la victime pointe du doigt Israël. Le docteur Fadi el-Batch, spécialisé dans l'énergie, « a été assassiné alors qu'il se rendait à une mosquée pour la prière de l'aube dans la capitale malaisienne », a indiqué sans autre précision le Hamas, dans un communiqué.

La famille El-Batch a aussitôt accusé le Mossad, le service de renseignement israélien, dans un communiqué.

« Le Mossad est derrière l'assassinat de Fadi el-Batch, 35 ans », a-t-elle indiqué, appelant les autorités malaisiennes « à trouver les suspects avant qu'ils

ne prennent la fuite » et à faciliter le transfert de sa dépouille à Jabaliya, dans la bande de Ghaza, afin qu'il y soit inhumé. A Kuala Lumpur, l'agence de presse malaisienne, citant la police, a annoncé la mort, tôt le matin, d'un Palestinien présenté comme un professeur d'université, tué par deux hommes armés circulant à moto.

« L'un des deux suspects a tiré 10 balles, dont quatre ont atteint la tête et le corps du professeur qui est mort sur le coup », a précisé le chef de la police de Kuala Lumpur, Datuk Seri Mazlan Lazim, cité par l'agence.

Le professeur était également imam à la mosquée près de son lieu de résidence et était marié et avait trois enfants, a-t-il ajouté.

R. C.



Protestations en Iran

Rohani critique l'inaction des responsables



Le président iranien Hassan Rohani a déploré hier le « silence » des membres de son gouvernement face aux revendications sociales de manifestants, l'attribuant entre autres à des « menaces » reçues par ces responsables.

Les réseaux sociaux ont regorgé ces dernières semaines de vidéos et d'informations sur des manifestations dans plusieurs villes d'Iran. Mais les médias locaux les ont peu couvertes et les lieux en question étant interdits à la presse étrangère, il est difficile d'en estimer l'ampleur.

Parmi ces protestations, des agriculteurs manifestant contre des pénuries d'eau à Ispahan (centre), des habitants se plaignant de discriminations dans le Khouzestan (sud-ouest) ou encore des habitants s'élevant contre des réformes administratives à Kazeroun (sud-ouest).

Des slogans entendus dans certaines vidéos visent directement le pouvoir : « Notre ennemi est juste ici, et à tort ils disent que c'est l'Amérique notre ennemi ». « Alors que les gens ne voient pas de projet pour l'avenir, ils peuvent être éternés, des-

centre dans la rue et crier », a déclaré M. Rohani, un modéré, dans un discours devant de hauts responsables diffusé par la télévision publique.

Mais « nous parlons peu aux gens. Les responsables du gouvernement ont fait le choix du silence. Je ne sais pas qui leur a dit (de faire ça). Je ne sais pas de quoi ils ont peur », a-t-il ajouté.

M. Rohani a néanmoins tenu à souligner que ces responsables avaient été intimidés par des « organismes de surveillance ».

Il n'a pas nommé ces « organismes » mais il avait auparavant reproché aux Gardiens de la révolution, l'armée idéologique d'Iran, et à la justice contrôlée par les conservateurs, leur implication de plus en plus importante dans les affaires politiques et économiques.

« Le matin, lorsqu'un responsable va travailler, quelqu'un lui envoie un SMS, un autre lui téléphone, un autre le menace. Le pays ne peut pas être géré ainsi », a-t-il dit en évoquant ces « menaces ».

En mars, le maire réformateur de Téhéran, Mohammad Ali Najafi, a démissionné après des

pressions des conservateurs. « Ne tenez pas compte des lettres, des menaces. Si vous avez peur de répondre, dites-le moi », a lancé M. Rohani.

Président depuis 2013, Hassan Rohani est très critiqué par les conservateurs qui contrôlent de nombreuses institutions clés du pouvoir. Ils lui reprochent ses tentatives de rapprochement avec l'Occident et sa volonté d'accorder davantage de libertés civiles.

Autour du Nouvel an, des dizaines de villes iraniennes ont été agitées par des troubles ayant fait au moins 25 morts en marge de manifestations non autorisées contre la situation économique et sociale et contre le pouvoir.

Les effets de la suspension d'une partie des sanctions internationales contre l'Iran, résultat de l'accord international sur le nucléaire iranien conclu en 2015, tardent à se faire sentir après des années d'isolement.

Le chômage reste très élevé, 11,9%, selon les chiffres officiels. En mars, la dépréciation du rial, qui a perdu environ un quart de sa valeur face au dollar en six mois, a alimenté l'inflation.



Points chauds

Importance

Par Fouzia Mahmoudi

Il est difficile aujourd'hui de se souvenir qu'il fut un temps, il y a de cela seulement quelques années, où Manuel Valls, ancien Chef du gouvernement de François Hollande, était considéré comme l'avenir politique de la France. Cette figure historique du Parti socialiste était même souvent pressentie pour être le successeur évident de François Hollande et était apprécié non seulement par les sympathisants de gauche, mais également par ceux de droite, qui voyaient en lui un pragmatique à même de mener à bien les réformes nécessaires à la France. Mais son mandat en tant que Premier ministre plutôt que de renforcer sa popularité et son image l'a au contraire rapidement dégradé et relégué au rang d'indésirable et de vestige du passé, au même rang que le président socialiste François Hollande. Nicolas Sarkozy, à qui l'on a longtemps comparé Manuel Valls, l'avait d'ailleurs bien compris, et avait refusé lors du mandat de Jacques Chirac le poste de Chef du gouvernement, préférant garder son ministère de l'Intérieur ainsi qu'un portefeuille de ministre d'État. Mais Valls n'a pas eu cette intelligence, pensant pouvoir profiter de l'impopularité du président socialiste tout en faisant fructifier sa propre popularité. Il n'en a rien été et son image a sombré avec celle de Hollande. Et après l'humiliation de voir l'un de ses ministres, Emmanuel Macron, quitter le gouvernement pour se lancer dans la course à l'Élysée, il est largement éliminé des élections primaires de la gauche, face à Benoît Hamon, et doit dire adieu à ses rêves de devenir président de la République. Et le chemin de croix de Valls ne venait alors que de commencer, ce dernier se voyant critiqué de toute part, et même rejeté après la présidentielle, par le mouvement La République en Marche de Macron dont il souhaitait le soutien pour les élections législatives. Aujourd'hui, plus personne en France ne considère l'ancien Premier ministre comme une personnalité politique capable de peser dans le débat public. Tant et si bien qu'il semblerait qu'il ait décidé de tenter sa chance du côté de l'Espagne. En effet, le chef de file du parti Ciudadanos Albert Rivera lui a proposé de faire campagne pour les municipales qui se dérouleront en 2019 à Barcelone, sa ville natale. Et Manuel Valls a confié à la télévision espagnole « y réfléchir ». « Cela m'intéresserait de poursuivre le débat sur l'indépendance de la Catalogne et je vais étudier cette proposition », a expliqué l'ex-Premier ministre sur la chaîne espagnole TVE. Ce dernier est fermement opposé à l'indépendance de sa région d'origine. « L'Europe a besoin d'une Espagne unie », avait-il dit lors d'une manifestation pour l'unité de l'Espagne, en mars. Le mouvement Ciudadanos est l'un des plus puissants en Catalogne. Lors des élections régionales, en décembre dernier, la formation a terminé première. Aux dernières élections municipales, elle a fini troisième. Reste à savoir si Valls envisage sérieusement de déplacer sa carrière politique de l'autre côté des Pyrénées ou s'il utilise la proposition de Ciudadanos pour faire parler de lui en France et essayer de retrouver un semblant d'importance sur la scène politique hexagonale.

F. M.



Musique kabyle

Brahim Tayeb enchante ses fans

■ Le chanteur d'expression kabyle Brahim Tayeb a animé, vendredi à Alger, un concert, devant un public relativement nombreux, venu apprécié notamment les pièces de son dernier opus. Cette soirée était une occasion pour revisiter les meilleures chansons de l'artiste et celles du répertoire kabyle.

Par Abia Selles

Une soirée artistique a été animée, dans la soirée de vendredi à Alger, par le chanteur d'expression kabyle Brahim Tayeb. Accueilli à la salle Ibn Zeydoun de l'Office Riadh El Feth (Oref), le spectacle, d'une durée de deux heures, a permis au public de redécouvrir l'univers musical prolifique de Brahim Tayeb, empreint de douceur et de créativité, dans un bel hommage à la poésie.

Soutenu par un orchestre de Tizi Ouzou, de dix musiciens et six choristes, dont trois voix féminines, dirigé par le maestro-flûtiste Salem Kerrouche, l'artiste a étalé une quinzaine de pièces, parmi lesquelles «*Sighed Itran-ik*» (Allume tes étoiles), son dernier album, sorti en août 2017.

Parmi les pièces entonnées avec une voix présente et étoffée, «*Ansiyi wiyilane*» (d'où je viens, à qui j'appartiens ?), «*Ussane B'kham Aq'dhim*» (Souvenirs de la vieille maison), «*Tiftukin*» (Les embarcations), «*El mahna*», «*Thaddar'thiw*» (Mon village), «*Uliw yed'dokkes*» (Mon cœur en sursaut) et «*Dhi Lamane*» (En toute sécurité). «*Afennane*» (L'artiste), du regretté Chérif Kheddoum, a été reprise avec brio par l'artiste qui, com-



mentant chacune de ses chansons, a interagi avec le public qu'il a sollicité pour reprendre le refrain avec lui, avant d'interpréter «*Ussane Enni*» (Ces jours-là) et conclure dans le plaisir des

sens, avec «*Sighed itran-ik*», chanté en duo avec la grande Hassiba Amrouche.

La beauté mélodique des pièces entonnées par le chanteur, à la guitare acoustique et au

oud, a été rendue dans une variété de cadences composées et un travail d'harmonisation fait avec minutie, où la rigueur académique était de mise. Dans un contenu à l'esprit autochtone

soumis à la richesse des variations modales et aux cadences de la rumba, salsa, chachacha, slow, disco ou encore berouali (6/8), chaâbi ou rythme kabyle, Brahim Tayeb a livré une prestation ouverte sur des formes modernes, hautement appréciée par l'assistance. Au même titre que ses compositions musicales, les poésies de l'artiste présentent dans la métaphore un caractère recherché entre bonheur et mélancolie, qui questionne l'existence, rappelle le souvenir, réveille le sentiment de nostalgie, ravive les tourments et met en valeur l'amour, la tradition et les origines ancestrales.

Les musiciens, assurant une orchestration pleine, ont fait montre de leur professionnalisme, à l'instar du choriste Malik Kazeoui et Toufik Kerrouche (fils du maestro), à la guitare, qui a excellé tant sur le plan de l'accompagnement que celui de l'interprétation en solo.

Le public, embarqué dans un voyage singulier au cours duquel il a savouré tous les moments du concert dans l'allégresse et la volupté, a manifesté sa reconnaissance à l'artiste par des applaudissements répétés et des youyous nourris.

A. S.

Salon de la créativité

Méziane Amiche et Samira Brahmia en concert à Alger

Les chanteurs Méziane Amiche et Samira Brahmia ont animé, vendredi soir à Alger, la scène du 4^e Salon international de la créativité, dans un concert aux atmosphères électriques, devant un public nombreux.

A l'avant-dernier soir musical du 4^e Salon international de la créativité, ouvert le 18 avril dernier avec la participation de douze pays africains et le Mali en invité d'honneur, les allées réservées aux déplacements des spectateurs de l'auditorium du Palais de la Culture Moufdi-Zakaria étaient déjà pleines.

Méziane Amiche et Samira Brahmia, deux artistes très suivis, se sont succédé, durant près de deux heures, sur la scène du palais, déployant leurs talents respectifs qu'ils ont

ensuite croisés devant un public euphorique qui a vite cédé au relâchement.

Premier à enchanter le public Méziane Amiche qui a mis de l'entrain dès les premières pièces interprétées, reprenant «*El mersem*» et «*Waâlache del'Gh'der*» des regrettés Blaoui El Haguari (1926-2017), chanteur de la chanson oranaise et de Cheikh Boudjemâa El Ankis, (1927-2015), un des maîtres du chaâbi.

Sur le même élan, le jeune artiste, soutenu par des musiciens professionnels, a enchaîné avec «*Mona mona*», «*El beida mon amour*» du regretté Cheb Hasni (1968-1994), «*Biben Hdid*» et «*EzZaoula*» de l'Orchestre national de Barbès (Onb) et «*Aya Zarzour*» de

la regrettée Na Cherifa (1926-2014). Le public debout, complètement déchaîné, reprenait en chœur les refrains de Méziane Amiche, se livrant à des tours de danse en groupe et applaudissant longtemps l'artiste qui a déjà enregistré «*Mélomania*», son premier opus réalisé en duo avec Amine Chibane. Dans une ambiance de grands soirs, Samira Brahmia a fait son entrée devant une salle déjà surchauffée, étalant une dizaine de chansons dans des genres différents, dans une prestation époustouflante d'énergie, entamée avec «*Ah ya Bellaredj*», un classique du patrimoine andalou et «*Ad'ezzi Saa*», du regretté Slimane Azem (1918-1983).

M. K.

Célébration du printemps berbère à Bouira

Plusieurs activités culturelles au programme

Une joie de fête a caractérisé vendredi les festivités officielles célébrant le 38^e anniversaire du printemps berbère dans les quatre coins de la wilaya de Bouira, où une semaine culturelle a été lancée depuis jeudi après-midi en hommage au vieux militant de la cause berbère, feu Boukrif Salah.

Les activités de cette semaine culturelle se déroulaient au niveau de la maison de la culture Ali-Zaâmoum de la ville, avec au programme le salon local des arts plastiques ainsi qu'une exposition dédiée au livre amazigh. Des ventes dédicaces sont aussi prévues au niveau du hall

de la maison de la culture. Plusieurs autres expositions consacrées au patrimoine culturel ancestral berbère comme les vieux objets et produits artisanaux (bijoux et habits traditionnels, tapisserie et arts culinaires), a expliqué à l'APS le directeur intérimaire de la culture de la wilaya de Bouira, Miloud Khider. Une autre exposition sera aussi

dédiée aux vieilles photographies de l'ancienne ville de Bouira ainsi qu'aux jeux traditionnels berbères. La maison abrite également d'autres expositions de produits agricoles et d'art culinaires a ajouté le même responsable, qui a précisé qu'il y aurait,

entre autres, des galas et des séances de poésie et chants populaires amazighs préparés par l'association locale Thamgout.

Par ailleurs, une conférence sur le thème «*la production audiovisuelle, un moyen pour la préservation, la valorisation et la promotion de la langue amazighe*» sera aussi animée à cette occasion aujourd'hui par le réalisateur Ali Mouzaoui. A cette même occasion, la responsable du département de la langue et culture amazighes, M^{me} Nadia Berdous, animera une autre conférence ayant pour thème «*Quand la conscience identitaire*

implique l'estime de soi». Ces conférences seront suivies le même jour d'un concours de poésie et ce, toujours dans le cadre des festivités célébrant le 38^e anniversaire du printemps berbère, a ajouté M. Khider.

Dans la soirée de vendredi, le film long métrage «*Les ramiers blancs*», du réalisateur Ali Mouzaoui, sera projeté à la maison de la culture Ali-Zaâmoum. Les ex-détenus du mouvement du 20 avril 1980, Ali Brahimi et Mouhand Amarouche livreront leurs témoignages sur l'engagement du militant défunt Salah Boukrif.

F. H.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Hôtel Méridien d'Oran
Jusqu'au 25 avril :

Exposition «*El Djazair... beyond paintings*» de l'artiste peintre Fatma-Zohra Bouaouini.

Musée des beaux-arts d'Alger
Jusqu'au 15 mai :

Les œuvres de quatre artistes peintres turcs exposées sous le thème «*L'amitié par les couleurs*».

Galerie des Ateliers Bouffée d'Art

Jusqu'au 28 avril :

Exposition-vente de l'artiste peintre Youcef Hafid.

Galerie d'Art Mohamed-Racim (5 avenue Pasteur, Alger)

Jusqu'au 30 avril :

Exposition individuelle de peinture de l'artiste peintre Nordine Mokkedes, sous le thème «*Les pixels dans la peinture*».

Maison de la Culture

Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou

Lundi 23 avril :

A l'occasion du 38^e anniversaire du Printemps amazigh, expositions en collaboration avec le CNRPAH, le HCA, les musées nationaux, les artistes, les artisans et les associations culturelles autour de différents thèmes.

Bibliothèque Principale de Lecture Publique de Tizi-Ouzou

Lundi 23 avril :

Célébration de la Journée mondiale du livre et des droits d'auteur. Hommage à la femme de lettres Djouher Amhis.



Cyclisme / Tour national d'Oum El Bouaghi (1^{re} étape)
Hicham Mokhtari haut la main

LE COUREUR Hicham Mokhtari a remporté la première étape du tour national cycliste d'Oum El Bouaghi, disputée vendredi sur une distance de 130 km. Mokhtari, titulaire d'une licence FAC, tout comme le 3^e, Salim Keddah, a devancé Nassim Saïdi, sociétaire de l'AS Sûreté nationale (ASSN), s'adjugeant ainsi la maillot vert, décerné au meilleur sprinter. Au total, 49 coureurs, représentant 16 clubs, ont pris part à cette première étape, disputée dans de bonnes conditions et par un temps printanier. Chez les juniors, c'est Aymen Merdj de l'IRB El Kantara qui s'est imposé

devant son coéquipier Aïssa Nadjî Lebsir et Sofiane Saïdi de l'Olympique El Achour. Le départ de cette étape a été donné par le wali d'Oum El Bouaghi, en présence du directeur de la Jeunesse et des Sports (DJS), et certains hauts cadres au sein des autorités civiles et militaires de la wilaya. La 2^e étape de ce tour cycliste, dédié à l'ancien champion local Hamza Bouchoucha, était prévue hier. Contrairement à la première, disputée vers l'Ouest, cette deuxième étape sera orientée vers l'Est, également sur une distance de 130 km.

Championnat d'Algérie de muay thai
Les athlètes de l'EN se préparent à Biskra

LE CHAMPIONNAT d'Algérie de muay thai, juniors et seniors messieurs, qui se déroulent actuellement à Biskra, est une étape de préparation pour les athlètes de la sélection nationale qui préparent le Mondial de la discipline prévu fin mai au Mexique, a estimé l'arbitre international Yahia Ketou. «L'Algérie n'a plus pris part au Mondial depuis 1996 en Thaïlande, ou nous avons participé avec deux athlètes résidents à l'étranger. Au Mexique, nous allons essayer de créer la surprise face aux meilleures nations de la discipline», a déclaré Ketou. «Les athlètes sacrés à Biskra seront sélectionnés pour renforcer les rangs de l'équipe nationale et bénéficieront d'un suivi technique et physique pour préparer le Mondial mexicain», a ajouté l'arbitre algérien qui va diriger en compagnie de 25 autres arbitres les épreuves du Championnat national. Selon Ketou, le muay

thai a connu ces dernières années une progression conséquente qui a poussé les responsables du Comité olympique international à introduire cet art martial au programme des Jeux olympiques de 2020 en exhibition pour ensuite le rendre compétitif aux Jeux de 2024 à Paris. Les athlètes représentent 19 Ligues de wilaya en course au Championnat national. Il s'agit de : Tipasa, Boumerdès, Blida, Tizi Ouzou, Béjaïa, Constantine, Annaba, El Taref, Oran, Tiaret, Mostaganem, Laghouat, El Oued, Djelfa, Bouira, Jijel, Médéa, Tlemcen et Biskra. Par ailleurs, Yahia Ketou a également indiqué que l'Algérie va accueillir, en décembre 2018, le Championnat d'Afrique de muay Thai, qui sera précédé par la 10^e édition du Championnat arabe de kick boxing, prévue en septembre avec la participation de 18 pays.

Sakina Boutamine
«La mauvaise gestion est derrière la dégringolade de l'athlétisme»

L'EX-CHAMPIONNE algérienne, arabe et africaine d'athlétisme, Sakina Boutamine, a affirmé, vendredi à Amman, que le principal problème de l'athlétisme en Algérie était lié, en premier lieu, à la mauvaise gestion et non pas au manque de moyens matériels mis en place par l'Etat. «Le problème de l'athlétisme en Algérie est davantage lié à la mauvaise gestion et au manque de volonté chez beaucoup de responsables de cette discipline, tant aimée par les Algériens, que financier», a déclaré à M^{me} Sakina Boutamine, présidente de la commission féminine de l'Union arabe d'athlétisme (UAA) et membre de son conseil d'administration, en marge de la deuxième journée des compétitions du 18^e championnat arabe d'athlétisme à

Amman (Jordanie). L'ex-championne algérienne a estimé que «la promotion de l'athlétisme dans notre pays à un haut niveau, notamment à la faveur de l'émergence de jeunes talents, nécessite des compétences et des responsables qualifiés dans la gestion administrative, technique, financière et humaine, au service de la jeunesse algérienne et pour le développement du sport algérien». Elle a imputé le «recul» des résultats de l'athlétisme algérien à l'inexistence de centres de préparation et de rassemblement de toute l'élite nationale, toute discipline confondue, dans un même lieu, ajoutant que ces centres «contribueront à renforcer la volonté et la détermination des sportifs à réaliser des exploits».

Ligue 1 Mobilis (26^e journée)
Le CSC se rapproche du titre, l'USMH s'enlisse

■ Le CS Constantine s'est rapproché du titre, en prenant six points d'avance sur son dauphin, le MC Alger, grâce à une victoire sur le fil contre l'USM Alger (2-1), vendredi après-midi pour le compte de la 26^e journée qui a vu le «Doyen» se faire surprendre à domicile par le NA Hussein Dey (1-2), alors qu'au bas du tableau le DRB Tadjenanet a réalisé une excellente opération en battant en déplacement l'USM El Harrach dans le choc des mal classés.

Par Mahfoud M.

Les choses avaient pourtant mal démarré pour les Sanafir, ayant concédé l'ouverture du score devant Oussama Darfalou (51'), alors que l'USMA jouait à dix depuis la 39', suite à l'expulsion du défenseur central Ayoub Abdellaoui. Mais poussé par un public nombreux, le vieux club constantinois s'est vite ressaisi, égalisant dès la 52' sur un but contre son camp de Cherifi, avant de profiter d'une nouvelle expulsion dans les rangs de l'USMA, celle du milieu de terrain Raouf Benguit (88') pour l'emporter dans le temps additionnel sur une tête de Belameiri (90'+4). Le CSC prend ainsi six longueurs d'avance sur son principal concurrent pour le titre, le MC Alger, qui lui a été surpris au stade 5-Juillet par le Nasria de Billel Dziri (2-1). Les Sang et Or ont ouvert le score par Walid Allati dans le temps additionnel de la première mi-temps (45'+2) et c'est son coéquipier Mohamed Hamza Ouertani qui a doublé la mise au retour des vestiaires (52'), alors que le MCA a dû attendre la 71' pour sauver l'honneur grâce à l'ancien Nahdiste, Sofiane Bendebka. A retenir la grave blessure du défenseur Nahdiste Tarek Cheurfaoui, victime d'une double fracture (tibia-péroné) à la demie-heure de jeu suite à un choc avec le défenseur malien du MCA, Aliou Dieng. Il a été transporté d'urgence à l'hôpital et remplacé dans la foulée par Belkacem Brahimi. Une défaite amère pour le Doyen, qui non seulement laisse filer le CSC vers le titre, mais voit certains concurrents directs pour le podium revenir dangereusement sur lui, dont son adversaire du jour, désormais troisième, ex aequo avec la JS Saoura, qui est allée



ramener une précieuse victoire de chez l'USM Bel-Abbès (1-0). Un but inscrit par l'ancien Koubéen Sid Ali Yahia-Chérif (85' sp), enfonce dangereusement le club de Si-Tahar Chérif El Ouazzani, désormais premier club non reléguable, avec seulement deux longueurs d'avance dans la zone rouge. Les autres bonnes affaires de la journée ont été réalisées dans le bas du tableau, particulièrement par le DRB Tadjenanet, ayant remporté une victoire qui vaut son pesant d'or, car survenue à l'extérieur et chez un concurrent direct pour le maintien en Ligue 1, l'USM El Harrach (2-1). Bien que réduits à dix, suite à l'expulsion de leur gardien Oussama Litim, les gars de Tadjenanet ont en effet réussi à l'emporter, grâce aux réalisations de Mohamed Amine Belmokhtar (55') et Djilali Terbah (87'), au moment où Mellel Benamar a inscrit l'unique but des Jaune et Noir (75'). Un succès synonyme d'espoir pour le DRBT, désormais 10^e avec l'Olympique de Médéa et la JS Kabylie, avec 30 points pour chaque club, alors que l'USMH reste scotchée à l'avant-dernière place, avec seulement 25 unités au compteur. L'OM s'est hissé à

cette 10^e place en battant le MC Oran (2-0), grâce à Adel Bouchiba (77' sp) et Kamel Hamidi (90'+3), alors que la JSK a ramené un précieux nul de son déplacement chez le CR Belouizdad (1-1). Pourtant, les Canaris ont commencé par être menés au score sur un penalty de Faouzi Bourenane (54'), avant que Mohamed Nassim Yettou n'égalise pour les Kabyles (74'). Autre bonne opération dans le bas du tableau, celle de l'US Biskra, ayant battu le Paradou AC (1-0), grâce à Mohamed Ikkal Boufeligha (81'), infligeant au passage au club de Kheireddine Zetchi sa quatrième défaite de rang. Le carton du jour est à mettre à l'actif de l'Entente de Sétif, large vainqueur de la lanterne rouge USM Blida (5-2), grâce notamment à son attaquant Mourad Benayad, auteur d'un triplé aux (3', 37' et 67'), alors que Zakaria Haddouche et Hamza Aït Ouamar ont inscrit les deux autres buts de l'Aigle noir, respectivement aux 9' et 82'. Pour ce qui est des deux réalisations blidéennes, elles ont été signées Samy Frioui (19') et Feth Nour Aliouat (88'), mais sans grande importance, puisque le sort de l'USMB était déjà scellé. C'est le cas de dire qu'avec désormais dix points de retard sur le premier non reléguable, l'USM Bel-Abbès, le club de la ville des Roses, semble quasiment condamné au purgatoire.

M. M.

	Pts	J	
1). CS Constantine		49	26
2). MC Alger	43	26	
3). JS Saoura	42	26	
-). NA Hussein Dey		42	26
5). MC Oran	41	26	
6). USM Alger		39	26
-). ES Sétif	39	26	
8). Paradou AC		35	26
9). CR Belouizdad		31	26
10). JS Kabylie		30	26
-). DRB Tadjenanet		30	26
-). O. Médéa		30	26
13). USM Bel-Abbès		29	26
14). US Biskra		27	26
15). USM El Harrach		25	26
16). USM Blida		19	26

Résultats et classement :

CRB- JSK	1-1
OM- MCO	2-0
CSC - USMA	2-1
USMBA- JSS	0-1
ESS -USMB	5-2
USB- PAC	1-0
USMH- DRBT	1-2
MCA-NAH D	1-2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

MDN

Gaid Salah reprend sa visite de travail et d'inspection à la 2^e Région

LE GÉNÉRAL de corps d'armée, Ahmed Gaid Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, reprend les 22 et 23 avril, sa visite de travail et d'inspection à la 2^e Région militaire, indique hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. « Cette visite qui était initialement programmée du 9 au 12 avril, a été interrompue par le général de corps d'Armée, en date du 11 avril, suite à l'incident tragique du crash d'avion militaire à Boufarik », précise la même source. (APS)

Tébessa

Un terroriste capturé par un détachement de l'ANP

UN TERRORISTE a été capturé et un fusil mitrailleur de type Steyr ainsi que quatre chargeurs garnis ont été récupérés par un détachement de l'Armée nationale populaire, hier à Tébessa, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. « Dans le cadre de la lutte anti-terroriste, et lors d'une embuscade exécutée par un détachement de l'Armée nationale populaire, le 21 avril 2018, à Tébessa, un terroriste a été capturé. Il s'agit de H. Oussama, dit Abou Der. L'opération a permis de récupérer un fusil mitrailleur de type Steyr et quatre chargeurs garnis », précise le communiqué. D'autre part, suite à l'opération menée vendredi par un détachement de l'ANP dans la zone de Ain Loubna, à Ziama Mansouria, dans la wilaya de Jijel, ayant permis la capture de trois terroristes et la récupération d'une quantité d'armes et de munitions, et « grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'ANP a découvert et exhumé, à Jijel, le corps du terroriste abattu K. Abdelkarim, dit Abdelouahed Abou Doudjana, qui avait rallié les groupes terroristes en 1994 », note la même source. Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des éléments de l'ANP et de la Gendarmerie

nationale « ont arrêté, à Relizane, deux narcotrafiquants en possession de neuf kilogrammes de kif traité. De même un contrebandier a été arrêté et sept motocyclettes saisies à Biskra, alors que d'autres détachements de l'ANP ont saisi, en coordination avec les services de Douane, à Ouargla, 15 000 boîtes de cigarettes et 948 unités de différentes boissons destinées à la contrebande », ajoute un terroriste a été capturé. Dans le même cadre, un détachement de l'ANP « a arrêté, à Bordj Badji Mokhtar, vingt contrebandiers en possession d'équipements et outils d'orpaillage, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont déjoué à Skikda une tentative de contrebande de 3,1 kilogrammes de corail ». En outre, des éléments de l'ANP et de la Gendarmerie nationale « ont arrêté à Béchar et Souk-Ahras 5 immigrants clandestins de différentes nationalités africaines, alors que des gardes-côtes et des éléments de la Gendarmerie nationale ont appréhendé à Annaba quarante-deux personnes lors de tentatives d'émigration clandestine à bord d'embarcations de construction artisanale », conclut le communiqué.

K. L.

Routes/Accident au niveau de l'autoroute Est-Ouest Skikda : un mort et trois blessés

UNE PERSONNE a trouvé la mort et 3 autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu hier matin sur l'autoroute Est-Ouest, dans la région d'Ain Cherchar, wilaya de Skikda, ont indiqué les services de la Protection civile. L'accident s'est produit suite au dérapage puis le renversement d'une voiture touristique, causant la mort sur le coup d'un jeune de 28 ans et blessant trois



autres âgés entre 22 et 31 ans, tous originaires de la wilaya d'Oum El Bouaghi, selon la même source. Les victimes ont été évacuées vers l'hôpital de la ville d'Azzaba. M. L.

38e anniversaire du Printemps berbère Commémoration du 20 avril



Djalou@hotmail.com

Cyclisme/Dopage

Cinq cyclistes algériens contrôlés positifs

■ Cinq cyclistes algériens ont été contrôlés positifs dont quatre de la formation du GS Pétroliers, a appris l'APS hier auprès de la Commission nationale antidopage.

Par Racim S.

« Les cinq cyclistes algériens ont été contrôlés positifs lors des épreuves du championnat d'Algérie 2017 dont le titre de champion est revenu à Youcef Reguigui du club Sovac/Natura4Ever. La substance utilisée a permis à ces coureurs d'augmenter leurs capacités en matière d'endurance », a précisé à l'APS la même source sans citer la substance utilisée. Les athlètes contrôlés positifs sont : Madani

Abdelmalek, Khaled Abdenbi, Kessi Abdelmalek du GS Pétrolier et Mouad Betira de l'AS Surêté Nationale (ASSN). Ils ont été suspendus pour quatre ans. De son côté, le coureur Hamza Fayçal du GS Pétroliers également contrôlé positif a écopé de 18 mois de suspension. En athlétisme, Abbad Abbes, contrôlé positif, a été sanctionné de 12 mois de suspension. Le président de la Commission nationale antidopage (CNAD), Redouane Mekacher, avait déclaré que le nombre de sportifs contrôlés a connu une augmentation durant

ces cinq dernières années, avec 98 contrôles réalisés en 2013, 180 en 2014, 312 en 2015, 225 en 2016 et 244 en 2017. Concernant les produits consommés par les sportifs qui se dopent, il s'agit, dans la majorité des cas, d'agents anabolisants (36,4% des cas contrôlés positifs), de stimulants (9,1%), de diurétiques (18,2%) et de glucocorticoïdes (18,2%). Le recours aux autres classes d'agents dopants tels que les narcotiques et les hormones reste « faible », a-t-il relevé.

R. S./APS

Affaires de trafic de drogue à Béjaïa

Cinq individus arrêtés la semaine dernière

« Les éléments de la Brigade de recherche et d'intervention (BRI) de la sûreté de wilaya ont mis fin, dans une première affaire remontant à la semaine dernière, aux agissements de deux dealers à Béjaïa et ont saisi également une quantité de drogue », indique la cellule de communication de la sûreté de wilaya. L'arrestation est intervenue lors des rondes policières effectuées par la brigade durant la nuit au niveau de certains quartiers de la ville de Béjaïa, connus pour être des refuges habituels de dealers, notamment à hauteur de la forêt située à proximité de la cité dite « Douanière », à Ighil-Ouazoug. Deux suspects ont été aperçus à l'intérieur de la forêt et ont attiré l'attention des policiers. Leur tentative de fuite s'est soldée par un échec devant les policiers qui avaient déjà bouclé le lieu, le

rendant étanche, ce qui a permis de les interpellier très rapidement. « Il s'agit de B.R. âgé de 34 ans et M.F. âgé de 30 ans, tous deux natifs de Béjaïa », précise la même source. Un couteau et un paquet dans lequel se trouvaient plusieurs morceaux de drogue ont été saisis par les enquêteurs. Un dossier pénal a été élaboré à l'encontre des deux dealers qui ont été présentés devant le procureur de la République pour les charges de « possession, achat de drogue en vue de sa commercialisation ». Ils ont été jugés en comparution immédiate et placés sous mandat de dépôt. La deuxième affaire concerne également l'arrestation, par les éléments de la brigade de lutte contre les stupéfiants de la sûreté de wilaya, de trois dealers pour trafic de drogue (kif traité et psychotropes). Les trois individus : S. Aâ. 28 ans, ayant des

antécédents judiciaires résidant à Tichy, B.M. 27 ans et B.C.H. M. âgé de 30 ans, tous résidant à Béjaïa. « Ces derniers activent la nuit dans les quartiers populaires et peuplés de la ville », selon la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Les policiers en charge de l'affaire ont agi sur des informations relatives aux activités des individus. Ils ont saisi du kif et des flacons de psychotropes. Un dossier pénal a également été élaboré à l'encontre des deux dealers qui ont été présentés devant le procureur de la République pour les charges de « possession de kif traité et de psychotropes, possession et consommation de drogue ». Ils ont été présentés en audience pour une « comparution immédiate » et écroués.

H. Cherfa